

SÉCURITÉ SOCIALE... C'EST PLUS QUE VITAL...

Toujours pareil. Le gouvernement avait fait de la com' pour nous préparer à ses mauvais coups. À savoir: «*Rien ne va plus, si ça continue on va dans le mur. Le trou de la Sécu est de 11,7 milliards d'euros, au lieu des 9 prévus*». Ce prétendu «*déficit*» se creuse, même en 2015, malgré les coupes sévères déjà prises. Le «*retour à l'équilibre*» est reporté à 2017.

En fait, ce déficit, c'est quasiment que dalle quand on sait tous les cadeaux qui ont été faits aux patrons sous prétexte de créations d'emplois qui ne voient pas le jour. Je ne vous fais pas la liste, parce que ce serait long, mais le gouvernement n'y va pas par le dos de la cuillère. Les cadeaux en matière de pacte de responsabilité, crédit d'impôt, exonération de cotisations patronales et aides diverses se montent à 350 milliards d'euros. Auxquels s'ajoutent les 24 milliards de fraude patronale à la Sécu annoncée par la Cour des comptes (c'est mathématique: il suffirait de récupérer l'argent des fraudes pour renflouer le trou).

Et encore, quand il est question de «*trou*» de la Sécu... Outre les patrons, ainsi que l'État, qui ne paient pas leurs cotises, la réduction durable des ressources des différents régimes entraîne que, lorsque la Sécu reçoit 100 euros, elle en redistribue 96, un opérateur privé qui reçoit 100 euros n'en redistribue que 75. La Sécu n'est pas là pour faire du fric mais elle se trouve encore plus fragilisée. Et cela au bénéfice des assurances privées qui n'ont plus de «*mutuelle*» que le nom.

Donc, comme la tendance est de faire des cadeaux aux patrons et de pressurer le populo au nom de la baisse du coût du travail (sic), ce sont de nouvelles mesures d'austérité qui vont être mises en œuvre. Avec la «*confiance*» de l'Assemblée nationale obtenue de justesse, le gouvernement passe aux travaux pratiques. Première étape: la loi de financement de la Sécurité sociale. Il s'agit d'une nouvelle coupe de 3,2 milliards dans le budget de la branche maladie et de 700 millions dans la branche famille. Et flanby d'en rajouter en provoquant: «*Il n'y a pas de plan d'économie qui soit indolore. Les économies forcément sont douloureuses*». Et il ajoute, sans rire: «*si vous n'entendez pas crier, c'est que nous ne faisons pas d'économies...*» Après une provoc pareille il faudrait le prendre au mot.

Les patrons et le Medef doivent se réjouir de ces nouvelles coupes claires, eux qui ont déjà obtenu du chef de l'État qu'il se prononce pour la suppression progressive des cotisations patronales de la branche famille. Gageons qu'ils auront de nouvelles revendications, tant que nous ne leur aurons pas fait passer l'envie de l'ouvrir.

La liste de cadeaux qu'ils demandent au père Hollande semble sans fin: allongement de la durée du temps de travail, ouverture des commerces le dimanche, la suppression de jours de congés, la flexibilité du marché du travail, les «*contrats de projet*», la révision du Smic, le recul de l'âge de départ en retraite, les attaques contre les chômeurs. J'en passe et des meilleures. Tant qu'il n'y a qu'à demander et que les oreilles de l'État sont ouvertes à ce genre de revendications.

Parce que pour nous, c'est une véritable nouvelle attaque: réduction des dépenses de santé, notamment dans les hôpitaux (déjà gravement touchés depuis des années); le gel des retraites pendant au moins un an et demi; et les prestations familiales une nouvelle fois robotées (baisse des aides à la garde d'enfant, baisse de la prime à la naissance, réduction de la majoration pour âge des allocs, gel de l'aide au logement.).

Et ce n'est pas fini, ce budget n'est pas encore voté que le ministre de l'Économie, Macron, annonce déjà la suite avec de nouvelles attaques, contre les chômeurs, les salariés du commerce, etc...

Cela montre à quel point on est tombé très bas. Quand il n'y a pas de pression sociale par en bas, pas

de lutte, de résistances, d'opposition dans la rue, voilà le résultat: un patronat, des possédants et leurs serviteurs de droite comme de gauche qui ne se sentent plus et attaquent tous azimuts. Il faut les arrêter!

Le 16 octobre avait lieu une journée d'action à l'appel de la CGT pour l'emploi et pour la Sécurité sociale. Une journée en demi-teinte. Certes la CGT peut encore mobiliser. Des actions un peu plus radicales ont eu lieu, comme le blocage du port de Rouen, des dépôts d'ordure aux sièges du Medef et du PS au Havre. Il y a eu des appels quasi unitaires avec FO, Solidaires, la FSU en Bretagne et souvent des syndicats SUD ont appelé à la grève ce même jour. Mais il devient impossible de faire unitaire avec des syndicats comme la CFDT, la CFTC, la CGC et l'Unsa qui signent tous les accords merdiques. Reste que tout cela était bien en deçà de ce qu'il faudrait faire pour riposter efficacement.

Le gouvernement n'est fort que de nos faiblesses. Il applique sa vision libérale de l'économie pour les beaux yeux de l'Europe. Hollande et sa clique battent des records d'impopularité et ne restent en place que parce que le système de représentation politique permet aux gouvernants d'imposer ce qu'ils veulent.

Nous sommes des millions à ne plus supporter ce que nos gouvernants et nos patrons nous imposent. En ce moment, pourtant, c'est le repli sur soi qui semble gagner du terrain, avec tout ce que cela peut apporter de rejet des autres et de discours clivant. Ça ne peut plus durer.

La seule limite à cette politique, la seule manière de stopper les reculs sociaux, la seule chance qu'on a de faire taire l'arrogance des patrons, des riches et de l'État c'est bien un mouvement profond de colère, une mobilisation générale de la population, une révolte contre ce système capitaliste.

Le seul problème, c'est comment on fait? Comment on reconstruit le mouvement social? Petites questions mais gros boulot quand même. Pourtant c'est vital!

Jean-Pierre LEVARAY
Groupe de Rouen
